

Les crédits

Nous avons entendu les ministériels nous donner les mêmes assurances durant une campagne électorale au sujet de ce dépôt sacré qu'était le développement régional. Si pour une élection il faut s'engager à défendre le développement régional, on y va. Si pour une élection il faut s'engager à ne pas changer l'A-C, on y va également. Si pour une élection il faut s'engager à consacrer 4 ou 5 milliards de dollars aux garderies et bien voilà, on y va. Vous demandez au premier ministre si nous avons les moyens de faire tout cela? Et celui-ci de répondre que tout a été compté jusqu'au dernier sou. Oui, monsieur le Président, et dès que les élections sont passées, voilà Mac le sabreur qui s'amène, et toutes ces belles promesses s'en vont à la dérive avec. . .

Des voix: Oh, oh!

M. Boudria: C'est Mike le sabreur qu'il faut dire.

M. Tobin: . . .des douzaines d'autres. Voilà comment s'est envolée la promesse gouvernementale de préserver VIA Rail.

Qu'entraînera cette décision du ministre des Finances appuyé par son ministre des Transports? Beau ministre des Transports, monsieur le Président! Il faudrait l'enduire de goudron, l'emplumer et le chasser de la ville sur un rail, pour en être débarrassés ici.

Il a présidé au démantèlement des réseaux nationaux de transport du Canada, pays qui avait été édifié sur les transports. John A. Macdonald, ce grand premier ministre conservateur s'était fait une conception du Canada, immense territoire s'étendant d'un océan à l'autre, de l'Atlantique au Pacifique, et depuis la frontière sud jusqu'au Grand nord. Il disait que le pays ne peut être tenu ensemble que grâce à des réseaux de transport qui permettaient à la population de circuler librement sur notre territoire, de créer un courant de circulation de marchandises et de personnes et des échanges commerciaux est-ouest, plutôt que nord-sud.

Donc, John A. Macdonald, qui avait conçu cela il y a plus de 123 ans, verrait que tout est anéanti et transformé en cauchemar par ces cousins, ces gens qui lui ont succédé mais ont renoncé à la voie qu'il avait tracée pour le pays en détruisant les réseaux de transport fondamentaux.

Des voix: Quelle honte!

M. Tobin: Ce que je dis au peuple canadien, c'est de ne pas se laisser leurrer par les fausses assurances du gouvernement. Celui-ci en a déjà trop données dans bien d'autres secteurs. Les Canadiens doivent comprendre que ce que le gouvernement propose, c'est de supprimer purement et simplement notre service ferroviaire voyageurs.

Le président de Transport 2000 est un être impartial qui n'embrasse aucune idéologie politique ni ne s'associe à aucun parti politique. Il n'a qu'un objectif: de maintenir des réseaux de transport raisonnables au Canada, en particulier dans le domaine du transport ferroviaire. Or, le président de Transport 2000 a déclaré qu'il lui semblait évident qu'il ne restera de service que sur le corridor Québec-Toronto. Un train vers l'Est et un seul train de touristes vers l'Ouest. C'est ce qui se prépare.

La citoyenneté canadienne n'a pas toujours été un gage d'égalité, n'a pas toujours assuré que peu importe où on vivait ou ce que l'on faisait, on bénéficiait du même traitement que les autres. Personne ne s'attendait à cela autrefois et personne ne l'exigeait non plus. Mais la citoyenneté canadienne a toujours garanti des possibilités égales, a toujours assuré que, dans certains secteurs fondamentaux où nous ne pouvions pas tous être égaux, nous ayons tous accès aux mêmes services, où que nous vivions.

Un de ces secteurs fondamentaux est celui des soins de santé. Un autre réside dans la possibilité de bien s'instruire. Un autre encore consiste dans les droits fondamentaux dont jouissent tous les citoyens canadiens conformément à la Charte des droits et libertés. Un autre, compte tenu du fait que le Canada est un pays vaste et peu peuplé, est la possibilité de se déplacer librement où qu'on habite dans le pays.

Pour de nombreux Canadiens, VIA Rail est un droit fondamental non seulement pour le transport des marchandises, mais également pour le transport des voyageurs. Lorsque le gouvernement fédéral décide maintenant de façon arbitraire qu'un service voyageurs doit être productif, efficace et rentable, alors qu'il l'a négligé pendant tant d'années sans chercher à lui donner les outils voulus pour être productif, efficace et rentable, cela revient à abandonner les régions. C'est pousser plus loin la théorie selon laquelle quiconque n'habite pas dans le corridor Québec-Windsor est un citoyen de seconde zone, car le gouvernement obéit aux lois du marché et si